

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.493/4
DU 16 NOVEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de l'Environnement, de l'Énergie, de la Politique de l'Eau, de la Rénovation urbaine, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente et du Logement, le 21 octobre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale « relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations ou regroupements d'associations œuvrant à un programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine durable », a donné l'avis suivant :

1. L'arrêté en projet entend mettre en place un mécanisme d'octroi de subsides au bénéfice d'associations ou de regroupements d'associations œuvrant à un programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine durable, mécanisme destiné à remplacer celui mis en place par un arrêté que le texte en projet entend abroger, étant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 mars 2002 'relatif à l'octroi de subsides au bénéfice d'associations ou regroupements d'associations œuvrant à un programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine' (ci-après, l'arrêté du 28 mars 2002).

Dans son avis 33.074/4 donné le 1^{er} mars 2002, la section de législation a observé ce qui suit, à propos, précisément, du projet devenu l'arrêté du 28 mars 2002 :

« 1. L'arrêté en projet a pour objet de régler les subsides accordés aux 'associations ou regroupements d'association œuvrant à un programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine'.

Cette matière a déjà fait l'objet d'un arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 1992, aujourd'hui abrogé, ainsi que d'un arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998¹, actuellement en vigueur, que le texte en projet envisage d'abroger.

Il convient de relever que ces deux arrêtés n'ont pas été soumis à la section de législation. C'est, dès lors, la première fois que celle-ci a à examiner les questions liées aux subsides ainsi concernés.

2. Il ressort du préambule de l'arrêté en projet que celui-ci trouve son fondement exclusivement dans 'les ordonnances' du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale contenant le budget général des dépenses de ladite Région 'pour les années budgétaires 1992 à 2002 (comprise), notamment l'article 12, division 16, allocation de base 16.12.21.11'.

Comme l'a confirmé le délégué du gouvernement, seule l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2002 vise, en son article 12, division 16, allocation de base 16.12.21.11, les subsides ici concernés. Les ordonnances antérieures comportaient également une référence à ceux-ci, mais dans d'autres articles.

Le projet trouverait donc en réalité son fondement légal dans le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2002.

À ce propos, il convient de rappeler les principes régissant la matière de l'octroi des subventions.

¹ Note infrapaginale 1 de l'avis cité : Voir Moniteur belge du 25 juillet 1998.

Ces principes sont actuellement consacrés par la seconde phrase de l'article 12, alinéa 3, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État ².

Aux termes de cette disposition,

‘En l'absence d'une loi ³ organique, tout subside doit faire l'objet dans le budget général des dépenses d'une disposition spéciale qui en précise la nature; ces subsides peuvent être octroyés aux conditions fixées par le Roi' ⁴.

En l'espèce, il n'existe pas de législation organique régissant l'octroi de subventions ‘au bénéfice d'associations ou regroupements d'associations œuvrant à un programme de développement local intégré en matière de rénovation urbaine’.

En outre, l'arrêté en projet, tout comme l'arrêté qu'il entend ‘remplacer et abroger’, établit un cadre juridique permanent, qui dépasse, par nature, la portée annuelle d'une disposition budgétaire.

Plus spécialement, plusieurs de ses dispositions n'ont de signification que dans une perspective pluriannuelle alors que la disposition budgétaire précitée ne possède, comme toute autre disposition budgétaire, qu'une portée annuelle.

Ainsi, il résulte notamment des articles 1^{er}, 9^o, 6, § 1^{er}, 9, § 1^{er}, que les subsides ne pourront être octroyés qu'au profit d'activités ou d'initiatives s'intégrant dans un programme pluriannuel établi pour une période minimale de trois ans, l'agrément le cas échéant accordé aux associations intéressées en vue de l'octroi de ces subsides étant lui-même lié à la durée de ce programme pluriannuel, puisqu'il ne peut excéder la durée du programme pluriannuel ‘auquel il se rapporte’ ⁵.

De surcroît, aux termes de l'article 10, alinéa 2, de l'arrêté en projet,

‘Les demandes devront être introduites avant le 30 novembre précédent l'année pour laquelle le subside est sollicité’.

Il s'ensuit que par hypothèse, aucun subside ne pourrait être octroyé sur la base de l'arrêté en projet, pour l'année 2002. La première année pour laquelle des subsides

² *Note infrapaginale 2 de l'avis cité* : Cette disposition est applicable à la Région de Bruxelles-Capitale en vertu de l'article 71, § 1^{er}, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

³ *Note infrapaginale 3 de l'avis cité* : Lire : « d'une ordonnance », en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale.

⁴ *Note infrapaginale 4 de l'avis cité* : Lire : « le Gouvernement », en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale.

⁵ *Note infrapaginale 5 de l'avis cité* : Voir article 6, § 1^{er}, de l'arrêté en projet.

pourraient être octroyés est l'année 2003, année pour laquelle il n'existe actuellement aucune disposition budgétaire.

Ceci confirme, si besoin en est, que l'arrêté en projet, qui revêt un caractère permanent, ne peut se satisfaire, au titre de fondement légal, de dispositions budgétaires nécessairement annuelles.

Les subsides dont l'arrêté en projet organise l'octroi ne peuvent donc trouver leur fondement juridique dans une disposition spéciale du budget général des dépenses au sens de l'article 12, alinéa 3, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État ⁶.

Par conséquent, l'arrêté en projet est dépourvu de base légale ».

La question se pose de savoir si l'observation ainsi faite par la section de législation dans son avis 33.074/4 vaut également pour le texte en projet.

Sur ce point, il y a lieu d'avoir égard à ce qui suit :

1° Tout comme le projet examiné dans cet avis 33.074/4, l'arrêté en projet entend mettre en place un mécanisme d'octroi de subventions revêtant un caractère permanent.

À cet égard, l'on peut relever notamment que :

- l'ensemble du dispositif relatif à l'agrément en vue de l'octroi des subventions, et relatif à cet octroi, repose sur un instrument que constitue le « plan pluriannuel » tel que défini à l'article 1^{er}, 11°, du projet d'arrêté comme étant « le plan pluriannuel [qui] sert de cadre de référence pour les actions des membres du réseau habitat et de la structure de coordination pour une période de 5 ans (...) », plan qui est « soumis à l'approbation du Ministre » (article 4 du projet à l'examen);

⁶ *Note infrapaginale 6 de l'avis cité* : Sur cette question, voir l'avis 26.744/2, donné le 22 septembre 1997, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'octroi de subsides pour la mission de rénovation urbaine de la Société de développement régional pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale', ainsi que l'avis 28.193/4, donné le 14 décembre 1998, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'instaurant une subvention à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques' et l'avis 31.431/4, donné le 28 mars 2001, par la section de législation du Conseil d'État sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'modifiant l'arrêté ministériel du 18 mars 1974 d'exécution de l'arrêté royal du 13 mars 1974 relatif à l'agrément de services de dépistage des anomalies congénitales métaboliques et à l'octroi de subventions à ces services'.

- l'agrément en vue de l'octroi des subventions ne peut lui-même être octroyé qu'à des associations qui, notamment ont « pour objet social des objectifs liés à la politique de la rénovation urbaine durable, adoptant la méthodologie du développement intégré et en adéquation avec l'un des objectifs du plan pluriannuel (...) » (article 5, 3°, du projet à l'examen) ;
- cet agrément « ne peut excéder la durée du programme pluriannuel auquel il se rapporte » (article 7, § 1^{er}, alinéa 2, du projet à l'examen) ;
- les subventions sont elles aussi liées aux objectifs généraux déclinés en missions obligatoires et facultatives figurant au plan pluriannuel (article 10 de l'arrêté en projet).

2° L'article 12, alinéa 3, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, visé dans l'avis 33.074/4 reproduit ci-avant n'est plus, formellement, en vigueur en Région de Bruxelles-Capitale.

Néanmoins, selon l'article 3, alinéa 3, de la loi du 16 mai 2003 'fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes'⁷ :

« À défaut d'une disposition de loi organique, il faut prévoir, pour chaque allocation inscrite au budget des dépenses, une disposition spéciale qui précise la nature de ladite allocation. »

Pour ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, cette disposition est complétée par l'article 15 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 'portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle', lequel dispose :

« Art. 15. Le budget général des dépenses définit, s'il y a lieu, les conditions relatives aux dépenses. À défaut d'une disposition reprise dans une loi ou ordonnance organique, il est prévu, dans le budget général des dépenses, que le Gouvernement est autorisé à octroyer les subventions facultatives inscrites expressément à charge des allocations de base figurant dans le tableau budgétaire et dont le code économique correspond à un transfert de revenus ou de capital sous forme de subside.

Ces subventions sont octroyées aux conditions fixées par le Gouvernement ».

⁷ Loi dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2006 par l'article 1^{er} de l'arrêté royal 18 mars 2004 'reportant, en ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, l'entrée en vigueur de la loi du 16 mai 2003 fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des communautés et des régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des comptes'.

Ces dispositions comportent ainsi une règle similaire à celle anciennement fixée par l'article 12, alinéa 3, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État. Or, comme mentionné dans l'avis 33.074/4 précité, selon la jurisprudence constante de la section de législation du Conseil d'État relative à l'article 12, alinéa 3, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État que remplacent les dispositions de la loi du 16 mai 2003 et de l'ordonnance organique du 23 février 2006 précitées, l'inscription d'une « disposition spéciale » dans le budget général des dépenses ne suffit pas à procurer un fondement légal à un arrêté tel que celui en projet dès lors que les conditions débordent de l'exercice budgétaire⁸⁻⁹.

Dès lors que, d'une part, la teneur même du principe qui figurait à l'article 12, alinéa 3 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État est toujours applicable à la Région de Bruxelles-Capitale, et que, d'autre part, le texte en projet entend mettre en place un système permanent ou, à tout le moins, qui déborde de l'exercice budgétaire, l'observation faite dans l'avis 33.074/4 reproduit plus haut, vaut également, *mutatis mutandis*, à l'égard de l'arrêté en projet.

2. Il reste toutefois que, à la différence du projet examiné dans l'avis 33.074/4, le texte en projet ne se donne pas comme fondement juridique une disposition d'une ordonnance budgétaire, mais d'une part, les articles 4, 5°, 7 et 8 de l'ordonnance organique du 7 octobre 1993 'de la revitalisation des quartiers', ainsi que les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 'portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle'.

La question se pose de savoir si ces dispositions sont susceptibles de procurer un fondement juridique à l'arrêté en projet.

S'agissant des articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 'portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle', cette question appelle une réponse négative : ces dispositions ont uniquement trait au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions et non aux conditions et mécanismes d'octroi de celles-ci.

⁸ Sur cette question mise en rapport avec la portée de l'article 12, alinéa 3, des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, voir spécialement l'avis 32.480/4 donné le 13 mars 2002 par la section de législation sur un projet devenu la loi du 22 mai 2003 'portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral' (*Doc. parl.*, Chambre, 2001-2002, n° 50-1870/001, pp. 200-229, sp. pp. 215-216) et le commentaire de l'article 48 de la même loi (*ibid.*, p. 93).

⁹ En ce sens, voir l'avis 40.481/4 donné le 12 juin 2006 par la section de législation sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 juillet 2006 'relatif à l'octroi de subventions aux communes pour l'élaboration d'un système automatisé de location de vélos' ; voir également l'avis 45.730/4 donné le 20 janvier 2009 sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif à l'octroi de subventions pour l'amélioration du service et l'équipement des taxis de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Concernant les articles 4, 5°, 7 et 8 de l'ordonnance organique du 7 octobre 1993 'de la revitalisation des quartiers', il faut constater que cette ordonnance a été abrogée implicitement mais certainement¹⁰ par l'ordonnance du 28 janvier 2010 'organique de la revitalisation urbaine', entrée en vigueur le 1^{er} février 2010¹¹.

La question se pose dès lors de savoir si le texte en projet peut puiser un fondement juridique dans cette ordonnance du 28 janvier 2010.

S'agissant des dispositions de l'ordonnance du 28 janvier 2010 qui sont relatives à l'octroi de subventions, il convient de retenir les articles 8 à 14 de celle-ci, qui sont rédigés comme suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Le Gouvernement peut accorder des subventions aux bénéficiaires pour la réalisation d'opérations et actions de revitalisation urbaine s'inscrivant dans le cadre d'un programme de revitalisation qu'il approuve.

Ces opérations et actions peuvent également être réalisées, le cas échéant, avec l'apport financier de l'Etat fédéral dans le cadre de la procédure instituée par l'article 43 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises.

§ 2. Si des bénéficiaires autres que la commune interviennent dans le programme quadriennal, le Gouvernement conclut une convention tripartite avec la commune et chaque autre bénéficiaire, tel que visé à l'article 2, 14°, afin de définir les droits et obligations de chacune des parties ainsi que le mécanisme de contrôle de la subvention, de sa révision et de remboursement de l'éventuelle surcompensation.

Art. 9. Le Gouvernement précise la nature et l'objet des actions et travaux susceptibles d'être subventionnés.

Les opérations prévues à l'article 3 ne peuvent être subventionnées que si elles sont reprises dans un programme quadriennal de revitalisation urbaine.

Toutefois, les opérations qui ne sont pas reprises dans le programme quadriennal et qui étaient imprévisibles lors de l'élaboration de celui-ci, peuvent bénéficier de subventions. À cette fin, le Gouvernement peut consentir une modification ou un complément au programme, selon les modalités qu'il fixe.

¹⁰ En ce sens, voir l'avis 47.859/4 donné le 15 mars 2010 par la section de législation sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 'portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine'.

¹¹ Voir l'article 21 de l'ordonnance du 28 janvier 2010 ainsi que l'article 40 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 'portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine'.

Le Gouvernement peut soumettre l'octroi des subventions au respect de règles prévoyant des délais distincts pour la mise en œuvre des diverses opérations visées à l'article 3.

Seules les opérations menées sur des biens inscrits en liseré de noyau commercial au Plan régional d'Affectation du Sol sont éligibles à la subvention à titre d'opération immobilière portant sur un espace commercial telle que visée à l'article 3, § 5.

Art. 10. Dans les limites des crédits budgétaires, le Gouvernement détermine annuellement :

1° la subvention globale à accorder aux bénéficiaires pour la réalisation des opérations et actions de revitalisation urbaine dans le cadre des programmes de revitalisation approuvés par le Gouvernement ;

2° la subvention globale à accorder aux communes pour l'élaboration des programmes de revitalisation approuvés par le Gouvernement lorsqu'elles confient celle-ci à un auteur de projet externe désigné conformément à la législation sur les marchés publics et au cadre réglementaire déterminé par le Gouvernement.

Art. 11. Le Gouvernement répartit l'enveloppe des engagements budgétaires affectés à la revitalisation en autant de parts égales qu'il y a de périmètres à revitaliser dont le programme est approuvé.

Art. 12. Le Gouvernement fixe le taux de la subvention applicable pour la durée d'un programme, qui hors financements privé ou fédéral, ne peut dépasser 95 pour cent du coût total à charge de la commune et de la Région, de la réalisation des opérations visées à l'article 3. Les modifications ou compléments au programme visés à l'article 9, § 3, n'ont pas d'incidence sur le montant de la subvention.

Art. 13. Le Gouvernement arrête, le cas échéant, pour chaque programme de revitalisation élaboré conformément à l'article 10, 2°, le montant de la subvention régionale. Ce montant peut, pour chaque programme, atteindre 100 pour cent des frais d'élaboration y relatifs, sans toutefois dépasser un plafond à déterminer par le Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation de la subvention visée au premier alinéa.

Art. 14. Le Gouvernement détermine les modalités de liquidation de la subvention visée à l'article 12. Les paiements y relatifs interviennent au plus tard deux ans après l'échéance du programme.

Le Gouvernement peut consentir une avance comprise entre 15 pour cent et 20 pour cent du montant de la subvention visée à l'article 12, dès l'approbation du programme. Cette avance est déduite du solde final liquidé après approbation des décomptes finaux ».

Il résulte de ces dispositions qu'en vertu de l'ordonnance du 28 janvier 2010, le Gouvernement est habilité à accorder des subventions à des « bénéficiaires » pour la réalisation d'opérations et actions de revitalisation urbaine s'inscrivant dans le cadre d'un programme de revitalisation qu'il approuve.

Il est également habilité à préciser la nature et l'objet des actions et travaux susceptibles d'être subventionnés, étant entendu que ces opérations ne peuvent être subventionnées que si elles sont reprises dans un programme quadriennal de revitalisation urbaine.

Selon l'article 5 de la même ordonnance, ce programme quadriennal est adopté par la commune et soumis à l'approbation du Gouvernement.

Par ailleurs, s'agissant des « bénéficiaires » de ces subventions, « bénéficiaires » parmi lesquels peuvent figurer des associations sans but lucratif, l'article 8, § 2, de l'ordonnance du 28 janvier 2010, prévoit que, si des bénéficiaires autres que la commune interviennent dans le programme quadriennal, le Gouvernement conclut une convention tripartite avec la commune et chaque autre bénéficiaire, afin de définir les droits et obligations de chacune des parties ainsi que le mécanisme de contrôle de la subvention, de sa révision et de remboursement de l'éventuelle surcompensation.

Quant à l'arrêté en projet, il organise de manière réglementaire, unilatérale et non conventionnelle, un régime d'octroi de subventions au bénéfice d'associations agréées, pour des actions de « rénovation urbaine durable », dans le cadre d'un plan pluriannuel de cinq ans, soumis à l'approbation du Ministre sur proposition d'une structure de coordination créée par l'arrêté en projet.

Il s'ensuit que le mécanisme d'octroi de subventions organisé par le texte en projet est totalement étranger au système de subventionnement mis en place par l'ordonnance du 28 janvier 2010.

L'arrêté en projet ne peut donc puiser de fondement juridique dans cette ordonnance qui, au demeurant, a déjà fait l'objet de mesures d'exécution complètes, au travers de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 27 mai 2010 'portant exécution de l'ordonnance du 28 janvier 2010 organique de la revitalisation urbaine'.

Enfin, dans le souci d'être complet, il convient de préciser que le système mis en place par l'arrêté en projet ne peut pas, non plus, trouver de fondement juridique dans l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 4 septembre 2008 'relative au subventionnement des associations et des projets ayant pour objectif l'amélioration de l'environnement urbain et du cadre de vie en Région de Bruxelles-Capitale', qui a, elle aussi, déjà fait l'objet de mesures d'exécution complètes par le biais de l'arrêté du Gouvernement de

la Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} octobre 2009 ‘relatif au subventionnement des associations et des projets ayant pour objectif l’amélioration de l’environnement urbain et du cadre de vie en Région de Bruxelles-Capitale’. Au demeurant, il ressort clairement du point 2.2 de la note au Gouvernement relative à l’approbation en deuxième lecture de l’arrêté en projet, que son auteur n’entend nullement se situer dans le cadre régi et organisé par l’ordonnance du 4 septembre 2008.

En conclusion, l’arrêté en projet est dépourvu de fondement juridique.

Compte-tenu du caractère fondamental de cette observation, le projet ne sera donc pas examiné plus avant.

La chambre était composée de

Messieurs	P. LIÉNARDY,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
	L. DETROUX,	
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

C. GIGOT

P. LIÉNARDY

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.493/4
VAN 16 NOVEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 21 oktober 2011 door de Minister van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest, belast met Leefmilieu, Energie, Waterbeleid, Stadsvernieuwing, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp en Huisvesting verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering “betreffende de toekenning van toelagen aan verenigingen of groeperingen van verenigingen die een geïntegreerd lokaal ontwikkelingsprogramma uitvoeren op het vlak van duurzame stadsvernieuwing”, heeft het volgende advies gegeven:

1. Het ontworpen besluit strekt ertoe een mechanisme in te stellen tot toekenning van toelagen aan verenigingen of groeperingen van verenigingen die een geïntegreerd lokaal ontwikkelingsprogramma uitvoeren op het vlak van duurzame stadsvernieuwing, welk mechanisme in de plaats dient te komen van het mechanisme dat ingevoerd is bij een besluit dat bij de ontworpen tekst opgeheven wordt, namelijk het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 maart 2002 ‘betreffende de toekenning van toelagen aan verenigingen of groeperingen van verenigingen die een programma uitvoeren op het vlak van geïntegreerde stadsrenovatie’ (hierna het besluit van 28 maart 2002 genoemd).

In haar advies 33.074/4, gegeven op 1 maart 2002, heeft de afdeling Wetgeving bepaaldelijk in verband met het ontwerp dat tot het besluit van 28 maart 2002 geleid heeft, de volgende opmerking gemaakt:

“1. Het ontworpen besluit heeft tot doel de subsidies te regelen die worden toegekend ‘aan verenigingen of groeperingen van verenigingen die een programma uitvoeren op het vlak van geïntegreerde stadsrenovatie’.

Deze aangelegenheid is reeds geregeld in een besluit van de Executieve van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 17 december 1992 dat thans is opgeheven, alsmede in een besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 14 mei 1998¹, dat thans nog van kracht is en waarvan de ontworpen tekst de opheffing beoogt.

Er zij op gewezen dat deze twee besluiten niet zijn voorgelegd aan de afdeling Wetgeving. Het is bijgevolg de eerste maal dat deze afdeling de kwesties die verband houden met de desbetreffende subsidies moet onderzoeken.

2. Uit de aanhef van het ontworpen besluit blijkt dat dit besluit zijn rechtsgrond uitsluitend ontleent aan de ordonnanties van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad houdende de algemene uitgavenbegroting van het genoemde gewest ‘voor de begrotingsjaren 1992 tot 2002 (inbegrepen), inzonderheid aan artikel 12, afdeling 16, basistoewijzing 16.12.21.11’.

De gemachtigde van de regering heeft bevestigd dat alleen artikel 12, afdeling 16, basisallocatie 16.12.21.11 van de ordonnantie houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2002, melding maakt van de subsidies die hier aan de orde zijn. In de vroegere ordonnanties werd eveneens naar die subsidies verwezen, doch in andere artikelen.

Het ontwerp ontleent zijn rechtsgrond dus in werkelijkheid aan de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2002.

In dat verband behoren de beginselen te worden gememoreerd die gelden voor de aangelegenheid van de toekenning van subsidies.

¹ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Zie Belgisch Staatsblad van 25 juli 1998.

Die beginselen zijn thans vastgelegd in de tweede zin van artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit².

Deze bepaling luidt als volgt:

‘Bij ontstentenis van een organieke wet³, moet er voor elke toelage in de algemene uitgavenbegroting een speciale bepaling zijn die de aard van de toelage preciseert; die toelagen kunnen worden toegekend onder de voorwaarden vastgesteld door de Koning.’⁴

In het onderhavige geval bestaat er geen organieke regelgeving die geldt voor de toekenning van subsidies ‘aan verenigingen of groeperingen van verenigingen die een programma uitvoeren op het vlak van geïntegreerd(e) stadsrenovatie’.

Bovendien stelt het ontworpen besluit, net als het besluit dat het beoogt te vervangen en op te heffen, een vast juridisch kader vast dat uit de aard der zaak de jaarlijkse gelding van een begrotingsbepaling overschrijdt.

Meer in het bijzonder hebben verscheidene bepalingen ervan alleen zin in een meerjarenperspectief, terwijl de voormelde begrotingsbepaling, zoals elke andere begrotingsbepaling, slechts voor een jaar geldt.

Zo blijkt onder meer uit de artikelen 1, 9°, 6, § 1, 9, § 1, dat deze subsidies alleen kunnen worden toegekend ten behoeve van activiteiten of initiatieven die zijn opgenomen in een meerjarenprogramma dat is opgesteld voor een minimumperiode van drie jaar, waarbij de erkenning die in voorkomend geval wordt verleend aan de betrokken verenigingen met het oog op de toekenning van die subsidies, zelf verbonden is aan de duur van dat meerjarenprogramma, aangezien de erkenning de duur van het meerjarenprogramma ‘waarnaar het verwijst’ niet mag overschrijden⁵.

Artikel 10, tweede lid, van het ontworpen besluit luidt daarenboven als volgt:

‘De aanvragen moeten voor 30 november die voorafgaat aan het jaar waarvoor de toelage wordt gevraagd, ingediend worden.’

² Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Deze bepaling is van toepassing op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest krachtens artikel 71, § 1, van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

³ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Lees, voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, “van een organieke ordonnantie”.

⁴ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Lees, voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, “de Regering”.

⁵ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Zie artikel 6, § 1, van het ontworpen besluit.

Daaruit volgt dat veronderstellenderwijs op grond van het ontworpen besluit geen enkele subsidie kan worden toegekend voor het jaar 2002. Het eerste jaar waarvoor subsidies zouden kunnen worden toegekend is het jaar 2003, voor welk jaar thans geen begrotingsbepaling bestaat.

Dit bevestigt, mocht dat nog nodig blijken, dat begrotingsbepalingen die noodzakelijkerwijs slechts voor een jaar gelden, niet kunnen volstaan als rechtsgrond voor het ontworpen besluit, dat een permanent karakter heeft.

De subsidies waarvan het ontworpen besluit de toekenning regelt, kunnen hun rechtsgrond dus niet ontleen aan een speciale bepaling van de algemene uitgavenbegroting in de zin van artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit⁶.

Het ontworpen besluit heeft bijgevolg geen rechtsgrond.”

De vraag rijst of de opmerking die aldus door de afdeling Wetgeving gemaakt is in haar advies 33.074/4 eveneens voor de ontworpen tekst geldt.

In dat verband dient op het volgende te worden gelet:

1° Net zoals het ontwerp dat in dat advies 33.074/4 is onderzocht, strekt het ontworpen besluit ertoe een mechanisme tot toekenning van toelagen in te stellen dat een permanent karakter heeft.

In dat verband kan inzonderheid worden opgemerkt dat:

- de gehele regeling betreffende de erkenning met het oog op de toekenning van toelagen en betreffende die toekenning steunt op een instrument dat gevormd wordt door het “meerjarenplan” dat in artikel 1, 11°, van het ontwerpbesluit gedefinieerd wordt als “het meerjarenplan [dat] dient als referentiekader voor de acties van de leden van het Netwerk Wonen en van de coördinatiestructuur voor een periode van 5 jaar (...)”, welk plan “ter goedkeuring [aan] de minister wordt voorgelegd” (artikel 4 van het voorliggende ontwerp);

⁶ Voetnoot 6 van het geciteerde advies: Zie, in verband met die kwestie, advies 26.744/2, gegeven op 22 september 1997, door de afdeling wetgeving van de Raad van State over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘betreffende de toekenning van toelagen voor stadsvernieuwing van de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij van het arrondissement Brussel-Hoofdstad’, advies 28.193/4, door de afdeling wetgeving van de Raad van State gegeven op 14 december 1998, over een ontwerp van besluit van de Waalse regering ‘instaurant une subvention à la création de logements conventionnés à loyer modéré par des personnes physiques’ en advies 31.431/4, op 28 maart 2001, gegeven door de afdeling wetgeving van de Raad van State, over een ontwerp van besluit van de Franse Gemeenschapsregering ‘modifiant l’arrêté ministériel du 18 mars 1974 d’exécution de l’arrêté royal du 13 mars 1974 relatif à l’agrément de services de dépistage des anomalies congénitales métaboliques et à l’octroi de subventions à ces services’.

- de erkenning met het oog op de toekenning van toelagen zelf alleen kan worden toegekend aan verenigingen die inzonderheid “de doelstellingen in verband met het beleid van de duurzame stadsvernieuwing, volgens de methode van de geïntegreerde lokale ontwikkeling inzake stadsvernieuwing, tot maatschappelijk doel hebben in overeenstemming met één van de doelstellingen van het meerjarenplan (...)” (artikel 5, 3°, van het voorliggende ontwerp);
- die erkenning “de duur van het meerjarenprogramma waarnaar het verwijst niet (mag) overschrijden” (artikel 7, § 1, tweede lid, van het voorliggende ontwerp);
- ook de toelagen gebonden zijn aan de algemene doelstellingen, die bestaan uit verplichte en facultatieve voorwaarden in het meerjarenplan (artikel 10 van het ontworpen besluit).

2° Artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, waarnaar verwezen wordt in advies 33.074/4 dat hiervoren weergegeven is, is in formeel opzicht niet meer van kracht in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Artikel 3, derde lid, van de wet van 16 mei 2003 ‘tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof’⁷ luidt evenwel als volgt:

“Bij ontstentenis van een organieke wetsbepaling moet er voor elke toelage in de uitgavenbegroting een speciale bepaling zijn die de aard van de toelage preciseert.”

Wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, is die bepaling aangevuld bij artikel 15 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 ‘houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle’, dat als volgt luidt:

“Art. 15. De algemene uitgavenbegroting bepaalt, zo nodig, de aan de uitgaven verbonden voorwaarden. Bij ontstentenis van een bepaling opgenomen in een organieke wet of ordonnantie, wordt er in de algemene uitgavenbegroting bepaald dat de Regering de facultatieve subsidies die uitdrukkelijk zijn ingeschreven, kan toekennen ten laste van de basisallocaties die voorkomen in de begrotingstabel en waarvan de economische code overeenstemt met een overdracht van inkomsten of van kapitaal in de vorm van een subsidie.

⁷ Wet waarvan de inwerkingtreding op 1 januari 2006 is vastgesteld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 18 maart 2004 ‘houdende, voor wat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreft, uitstel van de inwerkingtreding van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof’.

Deze subsidies worden toegekend onder de voorwaarden vastgesteld door de Regering.”

Die bepalingen bevatten aldus een soortgelijke regel als die welke al eerder is vastgesteld in artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit. Zoals in het voormelde advies 33.074/4 echter aangegeven wordt, volstaat de opneming van een “speciale bepaling” in de algemene uitgavenbegroting volgens de constante adviespraktijk van de afdeling Wetgeving van de Raad van State betreffende artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, in de plaats van welke bepaling de voormelde bepalingen van de wet van 16 mei 2003 en de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 gekomen zijn, niet om aan een besluit zoals het ontworpen besluit een rechtsgrond te verlenen zodra de voorwaarden ervan verder reiken dan het begrotingsjaar⁸⁻⁹.

Doordat de teneur zelf van het principe dat vervat was in artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit nog steeds op het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van toepassing is, enerzijds, en de ontworpen tekst strekt tot invoering van een permanente regeling of op zijn minst van een regeling die verder reikt dan het begrotingsjaar, anderzijds, geldt de opmerking die gemaakt is in advies 33.074/4, dat hiervoren weergegeven is, *mutatis mutandis* ook voor het ontworpen besluit.

2. Zulks neemt evenwel niet weg dat in de ontworpen tekst, in tegenstelling tot het ontwerp dat in advies 33.074/4 onderzocht is, als rechtsgrond geen bepaling van een begrotingsordonnantie wordt vermeld maar, ten eerste, de artikelen 4, 5°, 7 en 8 van de ordonnantie van 7 oktober 1993 ‘houdende organisatie van herwaardering van de wijken’ en, ten tweede, de artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 ‘houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle’.

De vraag rijst of die bepalingen voor het ontworpen besluit een rechtsgrond kunnen opleveren.

⁸ In verband met deze kwestie, gerelateerd aan de reikwijdte van artikel 12, derde lid, van de gecoördineerde wetten op de Rijkscomptabiliteit, zie inzonderheid advies 32.480/4, dat op 13 maart 2002 door de afdeling Wetgeving is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot de wet van 22 mei 2003 ‘houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat’ (*Parl.St.* Kamer 2001-02, nr. 50-1870/001, 200-229, inzonderheid 215-216) en de commentaar bij artikel 48 van dezelfde wet (*ibid.*, 93).

⁹ Zie in deze zin eveneens advies 40.481/4, dat door de afdeling Wetgeving op 12 juni 2006 is uitgebracht over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 juli 2006 ‘houdende de toekenning van toelagen aan gemeenten voor het ontwikkelen van een geautomatiseerd fietsverhuursysteem’; zie eveneens advies 45.730/4, dat op 20 januari 2009 is uitgebracht over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘betreffende de toekenning van toelagen voor de verbetering van de dienstverlening en de uitrusting van de taxi's uit het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’.

Wat betreft de artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 ‘houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle’, dient die vraag ontkennend te worden beantwoord: die bepalingen hebben alleen betrekking op de controle op de toekenning en de aanwending van subsidies en niet op de voorwaarden en mechanismen voor de toekenning ervan.

Wat betreft de artikelen 4, 5°, 7 en 8 van de ordonnantie van 7 oktober 1993 ‘houdende organisatie van de herwaardering van de wijken’, behoort te worden vastgesteld dat deze ordonnantie impliciet maar zeker opgeheven is¹⁰ bij de ordonnantie van 28 januari 2010 ‘houdende organisatie van de stedelijke herwaardering’, die in werking getreden is op 1 februari 2010¹¹.

De vraag rijst dan ook of deze ordonnantie van 28 januari 2010 een rechtsgrond kan opleveren voor de ontworpen tekst.

Wat betreft de bepalingen van de ordonnantie van 28 januari 2010 die verband houden met de toekenning van subsidies, behoren de artikelen 8 tot 14 ervan in aanmerking te worden genomen, welke artikelen gesteld zijn als volgt:

“Art. 8. § 1. De Regering kan aan de begunstigden subsidies toekennen voor de verwezenlijking van projecten en handelingen betreffende de stedelijke herwaardering die kaderen in een herwaarderingsprogramma dat zij goedkeurt.

Deze projecten en handelingen kunnen in voorkomend geval ook worden verwezenlijkt met de financiële inbreng van de Federale Staat in het kader van de procedure ingesteld door artikel 43 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen.

§ 2. Als andere begunstigden dan de gemeente actoren zijn in het vierjarenprogramma, sluit de Regering een driepartijenovereenkomst af met de gemeente en met elke andere begunstigde zoals bedoeld in artikel 2, 14°, teneinde de rechten en plichten van elk van de partijen vast te stellen alsook de regeling voor de controle op het gebruik van de subsidie, de herziening ervan en de terugbetaling van het eventuele te veel betaalde bedrag.

¹⁰ Zie in dat verband advies 47.859/4 dat op 15 maart 2010 gegeven is door de afdeling Wetgeving over een ontwerp dat aanleiding gegeven heeft tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 ‘tot uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering’.

¹¹ Zie artikel 21 van de ordonnantie van 28 januari 2010, alsook artikel 40 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 ‘tot uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering’.

Art. 9. De Regering verduidelijkt de aard en het doel van de handelingen en werken die in aanmerking kunnen komen voor subsidiëring.

De in artikel 3 bedoelde projecten kunnen enkel gesubsidieerd worden indien zij opgenomen zijn in een vierjarenprogramma voor stedelijke herwaardering.

De projecten die niet in dit vierjarenprogramma zijn opgenomen en die bij de opstelling ervan niet konden voorzien worden, kunnen evenwel voor subsidie in aanmerking komen. De Regering kan te dien einde, volgens door haar vast te stellen regels, een wijziging of een aanvulling van het programma toestaan.

De Regering kan de toekenning van de subsidies koppelen aan de naleving van de regels die voorzien in onderscheiden termijnen voor de uitvoering van de verschillende projecten bedoeld in artikel 3.

Enkel de projecten met betrekking tot goederen die in het Gewestelijk Bestemmingsplan opgenomen zijn in een lint van handelskernen, komen in aanmerking voor de subsidiëring als vastgoedproject voor een handelsruimte zoals bedoeld in artikel 3, § 5.

Art. 10. Binnen de perken van de begrotingskredieten bepaalt de Regering jaarlijks :

1° de totale subsidie die aan de begunstigten toegekend moet worden voor de verwezenlijking van de projecten en handelingen inzake stedelijke herwaardering in het kader van de herwaarderingsprogramma's die door de Regering werden goedgekeurd;

2° de totale subsidie die aan de gemeenten moet toegekend worden voor de opstelling van de herwaarderingsprogramma's die goedgekeurd werden door de Regering wanneer deze programma's aan een externe projectontwerper worden toegewezen die aangesteld werd overeenkomstig de wetgeving op de overheidsopdrachten en binnen het reglementaire kader bepaald door de Regering.

Art. 11. De Regering verdeelt de enveloppe van de budgettaire vastleggingen voor de herwaardering in evenzoveel gelijke delen als er te herwaarderen perimeters zijn waarvan het programma is goedgekeurd.

Art. 12. De Regering bepaalt het voor de duur van het programma toepasbare subsidiëeringspercentage. Het mag, privé- of federale financieringen niet inbegrepen, niet hoger liggen dan 95 % van de totale kostprijs ten laste van de gemeente en het Gewest van de uitvoering van de projecten bedoeld in artikel 3. De wijzigingen of aanvullingen op het programma bedoeld in artikel 9, § 3 hebben geen weerslag op het bedrag van de subsidie.

Art. 13. De Regering bepaalt in voorkomend geval voor elk herwaarderingsprogramma dat opgesteld werd overeenkomstig artikel 10, 2°, het bedrag van de gewestsubsidie. Dat bedrag kan voor elk programma tot 100 procent

van de betrokken opstellingskosten bedragen, zonder evenwel een door de Regering te bepalen maximumbedrag te overschrijden.

De Regering bepaalt de uitbetalingsregels van de in het eerste lid bedoelde subsidie.

Art. 14. De Regering bepaalt de uitbetalingsregels van de in artikel 12 bedoelde subsidie. De desbetreffende betalingen worden uiterlijk twee jaar na afloop van het programma uitgevoerd.

De Regering kan een voorschot toestaan ten belope van 15 procent tot 20 procent van het bedrag van de in artikel 12 bedoelde subsidie, vanaf de goedkeuring van het programma. Dit voorschot wordt in mindering gebracht van het eindsaldo dat na de goedkeuring van de eindafrekeningen wordt uitbetaald”.

Uit de voorgaande bepalingen vloeit voort dat de Regering krachtens de ordonnantie van 28 januari 2010 aan “begunstigden” subsidies kan toekennen voor de verwezenlijking van projecten en handelingen betreffende de stedelijke herwaardering die kaderen in een herwaarderingsprogramma dat zij goedkeurt.

Zij is eveneens gemachtigd om de aard en het doel van de handelingen en werken te verduidelijken die in aanmerking kunnen komen voor subsidiëring, met dien verstande dat die projecten enkel gesubsidieerd kunnen worden indien zij opgenomen zijn in een vierjarenprogramma voor stedelijke herwaardering.

Volgens artikel 5 van diezelfde ordonnantie wordt dat vierjarenprogramma goedgekeurd door de gemeenteraad en ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

Voorts wordt in verband met de “begunstigden” van die subsidies, waaronder ook verenigingen zonder winstoogmerk kunnen vallen, in artikel 8, § 2, van de ordonnantie van 28 januari 2010 bepaald dat, als andere begunstigden dan de gemeente actoren zijn in het vierjarenprogramma, de Regering een driepartijenovereenkomst afsluit met de gemeente en met elke andere begunstigde, teneinde de rechten en plichten van elk van de partijen vast te stellen alsook de regeling voor de controle op het gebruik van de subsidie, de herziening ervan en de terugbetaling van het eventuele te veel betaalde bedrag.

Het ontworpen besluit voorziet door middel van een verademing op unilaterale en niet-conventionele wijze in een regeling voor de toekenning van subsidies ten voordele van erkende verenigingen voor handelingen van “duurzame stadsvernieuwing”, in het kader van een vijfjarenplan dat ter goedkeuring voorgelegd wordt aan de minister op voorstel van een coördinatiestructuur die door het ontworpen besluit in het leven wordt geroepen.

Daaruit vloeit voort dat de regeling voor de toekenning van subsidies die in de ontworpen tekst vooropgesteld wordt helemaal niets uitstaande heeft met de subsidiëringsregeling die ingevoerd is met de ordonnantie van 28 januari 2010.

Het ontworpen besluit kan derhalve geen rechtsgrond ontleen aan die ordonnantie die, overigens, reeds volledig uitgevoerd is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 27 mei 2010 ‘tot uitvoering van de ordonnantie van 28 januari 2010 houdende organisatie van de stedelijke herwaardering’.

Tot slot behoort volledigheidshalve ook gepreciseerd te worden dat de regeling die vooropgesteld wordt door het ontworpen besluit evenmin een rechtsgrond kan vinden in de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 4 september 2008 ‘met betrekking tot het subsidiëren van de verenigingen en de projecten ter verbetering van het stadsmilieu en het leefklimaat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’, die ook reeds volledig uitgevoerd is bij het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 1 oktober 2009 ‘betreffende de erkenning en de subsidiëring van de verenigingen en de projecten ter verbetering van het stadsmilieu en het leefklimaat in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’. Voorts vloeit uit punt 2.2. van de nota aan de Regering betreffende de goedkeuring in tweede lezing van het ontworpen besluit, duidelijk voort dat de steller ervan geenszins de bedoeling heeft te werken binnen het kader bepaald en georganiseerd in de ordonnantie van 4 september 2008.

De conclusie is dan ook dat het ontworpen besluit geen rechtsgrond bezit.

Gelet op de fundamentele aard van deze opmerking wordt het ontwerp derhalve niet nader onderzocht.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	P. LIÉNARDY,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
	L. DETROUX,	
	S. VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY